

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 18/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17 avril 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PLACOPLATRE**

Tour Saint-Gobain  
12 place de l'Iris  
92400 COURBEVOIE

**N° HELIOS : 2024\_61294**

**Références : E24 - 1685**

**Code AIOT : 0006506641**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 avril 2024 de la carrière de gypse à ciel ouvert exploitée par la société PLACOPLATRE sur le territoire des communes de Coubron (93470) et de Vaujours (93410). L'inspection a été annoncée le 15 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLACOPLATRE
- Carrière de Vaujours – Aiguizy - 93410 Vaujours
- Code AIOT : 0006506641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PLACOPLATRE est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2023 - 1297 du 23 mai 2023 à exploiter une carrière de gypse à ciel ouvert sur le territoire des communes de Vaujours et de Coubron.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
2	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
3	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
4	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
5	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
6	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
7	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
8	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1	Sans objet
9	Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est	Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société PLACOPLATRE respecte les dispositions techniques relatives au traitement des terres amiantées, imposées par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calendrier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, la dépollution des terres contaminées par des déchets amiantés (couvertures ondulées en fibrociment et plaques planes de fibrociment provenant d'anciens faux-plafonds et cloisons en fibrociment) de la zone du secteur A3 Est, sur une superficie d'environ 6 300 m <sup>2</sup> et une profondeur d'environ 3 m, conformément au plan annexé au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La société PLACOPLATRE a engagé les travaux de dépollution des terres contaminées par des déchets amiantés au niveau du secteur A3 Est. Elle fait appel à la société VALGO pour réaliser ces travaux.  L'exploitant indique que le chantier devrait être finalisé à la mi-mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Certification de l'entreprise intervenante
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces travaux sont effectués par une entreprise possédant une certification répondant à la norme NFX 46-010 de 2012 justifiant de sa capacité à réaliser les travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante et de sa maîtrise des processus utilisés pour ces travaux.
<b>Constats :</b>  La société PLACOPLATRE a présenté le certificat délivré à la société VALGO par l'organisme QUALIBAT justifiant de sa capacité à réaliser les travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante et de sa maîtrise des processus utilisés pour ces travaux. Cette certification répond à la norme NFX 46-010 de 2012 et est valable du 07 février 2022 au 06 février 2027.  La société VALGO peut intervenir sur des ouvrages extérieurs de bâtiment, des ouvrages intérieurs de bâtiments, le génie civil et des terrains amiantifères, ainsi que sur des installations industrielles

pour le traitement de l'amiante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Diagnostics de pollutions

**Prescription contrôlée :**

Avant d'engager les travaux de la zone contaminée à l'amiante et de réaliser le démantèlement des infrastructures encore présentes au droit de secteur A3 Est, l'exploitant effectue au préalable :

- un diagnostic pyrotechnique, en respectant les dispositions de l'article 4.6 ;
- un diagnostic radiologique, en respectant les dispositions de l'article 4.7.

Le cas échéant, l'exploitant effectue une dépollution pyrotechnique ou radiologique selon les dispositions respectives de l'article 4.6 et de l'article 4.7.

L'exploitant réalise un diagnostic complémentaire afin de contrôler l'absence d'amiante dans les mailles vertes figurant sur le plan joint en annexe du présent arrêté, plan issu du diagnostic d'amiante du 10 août 2016 réalisé par le bureau d'étude GINGER NUDEC.

**Constats :**

La société PLACOPLATRE fait appel à la société EOD-EX pour réaliser les diagnostics pyrotechniques et, le cas échéant, les dépollutions pyrotechniques. Cette société, spécialisée dans la dépollution pyrotechnique et le déminage, intervient sur des mailles de 15 m par 15 m.

Un compte-rendu est réalisé chaque semaine et un procès-verbal de dépollution pyrotechnique est délivré pour chaque maille dépolluée. Un compte-rendu est également réalisé à chaque découverte pyrotechnique avec constat d'huissier.

18 munitions ont été trouvées. 8 engins ont été détruits dans un fourneau sur place. Les autres munitions ont été enlevées par le laboratoire central de la Préfecture de Paris (LCPP) pour traitement.

Les diagnostics pour identifier les pollutions radioactives sont réalisés par la société GINGER DELEO, après les diagnostics et dépollutions pyrotechniques. Les contrôles d'échantillons de terres sont effectués par spectrométrie gamma. Il n'a pas été découvert d'objet, ni de terre contaminée radioactivement.

L'exploitant précise que l'Autorité de Sûreté Nucléaire a réalisé une visite d'inspection du secteur A3 Est.

Le périmètre des travaux de dépollution des terres amiantés intègre les mailles vertes figurant sur le plan joint en annexe du présent arrêté, plan issu du diagnostic d'amiante du 10 août 2016 réalisé par le bureau d'étude GINGER NUDEC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de dépollution sur site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le traitement des terres contaminées à l'amiante a lieu sur site.
<b>Constats :</b>  Les terres amiantées sont traitées sur site par criblage. 3 niveaux de criblages sont réalisées : gros, moyen et fin.  Le chantier a débuté à la fin du mois de novembre 2023 (semaine 48).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de retrait de l'amiante
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions de l'article R. 4412-137 du code du travail, l'exploitant transmet le plan de retrait de l'amiante, conforme aux dispositions de l'article R. 4412-133 du code du travail, au moyen de la plateforme DEMAT@MIANTE, aux services suivants : - l'agent de contrôle des services d'inspection du travail dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux programmés ; - les organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, qui le transmettent à l'agent ou au service compétent.
<b>Constats :</b>  La société PLACOPLATRE a présenté le Plan de Démolition, de Retrait ou d'Encapsulage d'amiante n° P2023101301X, enregistré le 17 octobre 2023 sur la plateforme DEMAT@MIANTE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des travaux et traitement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant engage les mesures de confinement nécessaires pour empêcher tout envol de poussières susceptibles de contenir de l'amiante.

Le cas échéant, le chantier dispose d'un système de récupération et de traitement des eaux de lavage des déchets amiantés, ainsi que des eaux pluviales s'écoulant sur le chantier. Les eaux traitées ne sont pas rejetées au réseau. Elles sont recyclées sur site (arrosage des pistes...).

Avant le début des opérations de décontamination, les installations de traitement des terres contaminées à l'amiante susmentionnées sont contrôlées par un organisme accrédité afin de s'assurer de l'absence de risque d'émission de pollution ou de fibres vers l'extérieur.

**Constats :**

Avant le démarrage, les installations de traitement des terres amiantées ont été validées par des mesures de poussières dans l'air, réalisées par la société ITGA, accréditée COFRAC.

L'exploitant précise que les installations de traitement sont équipées d'un dispositif d'humidification de l'atmosphère pour abattre les poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des émissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Des mesures sont réalisées au moins une fois par semaine pour contrôler l'absence de rejets de poussières dans l'environnement du chantier et vers l'extérieur et pour contrôler les teneurs de fibres d'amiantes dans l'air.

L'exploitant vérifie le respect de la valeur fixée à 5 fibres par litre par l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique par des mesures d'empoussièrement réalisées :

- dans la zone d'approche de la zone de travail ;
- dans la zone de récupération ;
- en des points de la zone où se déroulent les travaux ;
- à proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ;
- en limite de périmètre du site des travaux.

Les résultats sont consignés dans un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

En cas de concentration supérieure à 5 fibres/litre :

- les travaux sont suspendus ;
- la zone est mise en sécurité ;
- des mesures correctives sont mises en œuvre ; elles sont validées par des contrôles atmosphériques.

En cas d'émission ou de risque d'émission de fibres d'amiante en dehors des zones d'intervention, les travaux sont arrêtés immédiatement. Des mesures correctives sont engagées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage la surveillance de la qualité de l'air du chantier de traitement des terres amiantées, mise en place par la société PLACOPLATRE. Les dernières mesures ont été consultées.</p> <p>Ces mesures ont été réalisées le 24 avril 2024 au niveau de la zone d'accès du chantier, de la zone d'approche du SAS personnel, de la zone de récupération, ainsi qu'hors zone chantier et sur opérateur. Les résultats sont inférieurs à 5 fibres/litre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de dépollution et gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le contrôle de la décontamination des terres est réalisé par un laboratoire accrédité.</p> <p>(...)</p> <p>Les déchets amiantés sont évacués vers des installations de traitement ou d'élimination de déchets dangereux dûment autorisées. Aucun déchet amianté ne peut être utilisé en tant que remblai de la carrière.</p> <p>La traçabilité des déchets évacués est assurée conformément aux dispositions de l'article 7.4 du présent arrêté, avec notamment la mise en place d'un registre et des bordereaux de suivi de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures d'amiante dans les terres sont effectuées par le laboratoire LS Diag, accrédité COFRAC.</p> <p>Les travaux de criblage ont permis d'isoler 5 big-bags d'amiantes, et 8 big-bags d'EPI de déchets amiantés.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets amiantés seront pris en charge par EMTA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Traitement de la pollution aux débris d'amiante sur le secteur A3 Est**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de pollution résiduelle et rapport final de travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Des analyses des bords et fonds de fouille de la zone A3 Est sont effectuées pour contrôler la dépollution à l'amiante du secteur A3 Est. Le cas échéant, les travaux de dépollution se poursuivent.

Un rapport de réalisation des travaux de dépollution est transmis au service de l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après les travaux.

**Constats :**

L'exploitant indique que le chantier de désamiantage devrait être finalisé à la mi-mai 2024.

L'exploitant devra transmettre le rapport de réalisation des travaux de dépollution sous un délai de 3 mois après les travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

